

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2004 — 1925

[C — 2004/03222]

24 MEI 2004. — Ministerieel besluit betreffende de uitgifte van de Staatsbon op 5 jaar - 4 juni 2004-2009, en de Staatsbon op 8 jaar - 4 juni 2004-2012

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 juli 2000 betreffende de uitgifte van de Staatsbons, inzonderheid de artikelen 1, 4, 6 en 10, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 mei 2002 en 18 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 2004 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting in 2004, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties » en van de uitgifte van de leningen genaamd « Staatsbons », inzonderheid het artikel 1, 2°;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 2000 betreffende de uitgifte van de Staatsbons, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 mei 2003,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt overgegaan tot de uitgifte van twee leningen respectievelijk genaamd : « Staatsbon op 5 jaar » en « Staatsbon op 8 jaar ».

**Art. 2.** De Staatsbon op 5 jaar - 4 juni 2004-2009 - rent 3,30 pc. 's jaars vanaf 4 juni 2004 tot 3 juni 2009.

**Art. 3.** De Staatsbon op 8 jaar - 4 juni 2004-2012 - rent 3,80 pc. 's jaars vanaf 4 juni 2004 tot 3 juni 2012.

**Art. 4.** De openbare inschrijving op deze twee Staatsbons zoals bedoeld in artikel 12 van het koninklijk besluit van 9 juli 2000, wordt opengesteld op 25 mei 2004; zij wordt afgesloten op 3 juni 2004. De datum van betaling is vastgesteld op 4 juni 2004. De betaling is volledig in speciën.

**Art. 5.** De uitgifteprijs van de Staatsbon op 5 jaar - 4 juni 2004-2009 - is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

De uitgifteprijs van de Staatsbon op 8 jaar - 4 juni 2004-2012 - is vastgesteld op het pari van de nominale waarde.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 25 mei 2004.

Brussel, 24 mei 2004.

D. REYNDERS

## SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2004 — 1925

[C — 2004/03222]

24 MAI 2004. — Arrêté ministériel relatif à l'émission du Bon d'Etat à 5 ans - 4 juin 2004-2009, et du Bon d'Etat à 8 ans - 4 juin 2004-2012

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 juillet 2000 relatif à l'émission des bons d'Etat, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 4, 6 et 10, modifié par les arrêtés royaux des 26 mai 2002 et 18 février 2003;

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 2004 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 2004, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires », et l'émission des emprunts dénommés « Bons d'Etat », notamment l'article 1<sup>er</sup>, 2°;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 2000 relatif à l'émission des bons d'Etat, modifié par l'arrêté ministériel du 21 mai 2003,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est émis deux emprunts dénommés respectivement : « Bon d'Etat à 5 ans » et « Bon d'Etat à 8 ans ».

**Art. 2.** Le bon d'Etat à 5 ans - 4 juin 2004-2009 - porte intérêt au taux de 3,30 p.c. l'an du 4 juin 2004 au 3 juin 2009.

**Art. 3.** Le bon d'Etat à 8 ans - 4 juin 2004-2012 - porte intérêt au taux de 3,80 p.c. l'an du 4 juin 2004 au 3 juin 2012.

**Art. 4.** La souscription publique à ces deux bons d'Etat telle que visée à l'article 12 de l'arrêté royal du 9 juillet 2000, est ouverte le 25 mai 2004; elle est close le 3 juin 2004. La date de paiement est fixée au 4 juin 2004. Le paiement est effectué intégralement en espèces.

**Art. 5.** Le prix d'émission du bon d'Etat à 5 ans - 4 juin 2004-2009 - est fixé au pair de la valeur nominale.

Le prix d'émission du bon d'Etat à 8 ans - 4 juin 2004-2012 - est fixé au pair de la valeur nominale.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 25 mai 2004.

Bruxelles, le 24 mai 2004.

D. REYNDERS

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2004 — 1926

[2004/201566]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Décret relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le Gouvernement peut, aux conditions du présent décret et dans la limite des crédits budgétaires, agréer et octroyer des subventions aux organismes d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommés O.I.S.P., ainsi qu'aux entreprises de formation par le travail, ci-après dénommées E.F.T.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Chaque O.I.S.P. ou E.F.T. poursuit les objectifs généraux suivants :

1° préparer l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires visés aux articles 4 à 6, et ce, en s'inscrivant dans le Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle, ci-après dénommé le Dispositif, tel qu'institué par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle;

2° favoriser la promotion de l'égalité des chances des bénéficiaires dans l'accès à la formation et à l'emploi;

3° optimiser les trajectoires de chaque bénéficiaire par une approche intégrée, basée sur le partenariat entre opérateurs de formation ainsi que sur les difficultés qu'il rencontre par rapport au marché de l'emploi;

4° assurer à tous les bénéficiaires des pratiques de formation favorisant l'émancipation sociale, individuelle et collective.

On entend par promotion de l'égalité des chances toute action permettant de lutter contre toute discrimination, au sens de l'article 2 de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme.

De même, on entend par optimisation des trajectoires la coordination d'actions au sein du Dispositif en vue de permettre aux bénéficiaires d'acquérir le maximum de compétences afin de leur garantir un accès durable au marché de l'emploi et de maximaliser les acquis de chaque action de formation et d'insertion.

§ 2. Chaque O.I.S.P. ou E.F.T. a pour mission de permettre à tout bénéficiaire de :

1° développer ses capacités à se former en l'aidant à acquérir des comportements professionnels et des compétences techniques lui permettant l'accès à des formations qualifiantes et, à terme, au marché de l'emploi;

2° l'amener à définir un projet professionnel, en ce compris un projet de formation professionnelle;

3° l'amener à faire un bilan de compétences;

4° l'amener à devenir acteur de son projet professionnel et à retisser des liens sociaux;

5° l'amener à développer son autonomie sociale.

**Art. 4.** Est considérée comme bénéficiaire toute personne, admise comme stagiaire dans un O.I.S.P., étant inscrite au FOREm en tant que demandeur d'emploi inoccupé, n'étant plus soumise à l'obligation scolaire et ne disposant ni du certificat de l'enseignement secondaire supérieur ni d'un titre équivalent ou supérieur.

**Art. 5.** Est considérée comme bénéficiaire toute personne, admise comme stagiaire dans une E.F.T., étant inscrite au FOREm en tant que demandeur d'emploi inoccupé, n'étant plus soumise à l'obligation scolaire et ne disposant ni du diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou du certificat d'enseignement secondaire inférieur ni d'un titre équivalent ou supérieur.

En outre, moyennant accord préalable de la Commission visée à l'article 13, toute E.F.T. peut accueillir des ayants droit à l'intégration sociale visés à l'article 60, § 7, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, qui ne disposent ni du diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou du certificat d'enseignement secondaire inférieur ni d'un titre équivalent ou supérieur. A cet effet, le C.P.A.S. et l'E.F.T. concernés concluront une convention, dont le Gouvernement établit le modèle.

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Est également considérée comme bénéficiaire toute personne, admise comme stagiaire dans un O.I.S.P. ou dans une E.F.T., qui répond à une des conditions suivantes :

1° être, depuis au moins vingt-quatre mois, inscrite au FOREm en tant que demandeur d'emploi inoccupé;

2° être demandeur d'emploi réintégrant le marché de l'emploi;

3° être incarcérée ou internée susceptible, dans les deux ans, d'être libérée, en régime de semi-liberté ou en régime de liberté conditionnelle, d'un établissement pénitentiaire ou d'un institut de défense sociale;

4° être considérée comme personne étrangère séjournant légalement sur le territoire belge, conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y compris dans le cadre des recours prévus par les dispositions contenues dans le titre III de la loi précitée.

Pour être admise comme stagiaire dans un O.I.S.P. ou dans une E.F.T., la personne étrangère visée au point 4° de l'alinéa précédent doit remplir les conditions visées respectivement aux articles 4 ou 5.

Sur avis préalable de la Commission visée à l'article 13, le Gouvernement peut également autoriser tout O.I.S.P. ou toute E.F.T. qui lui en fait la demande à accueillir annuellement, à concurrence de 20 % du nombre de stagiaires par filière de formation et par module :

1° des demandeurs d'emploi inoccupés;

2° des personnes bénéficiant d'indemnités d'incapacité de travail, moyennant accord préalable du médecin-conseil de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

§ 2. Sur avis préalable de la Commission visée à l'article 13, le Gouvernement peut préciser les conditions visées au paragraphe précédent.

De même, le Gouvernement précise ce qu'il faut entendre par module et par filière de formation au sens du présent décret.

§ 3. Pour l'application du présent décret, sont assimilées à des périodes d'inoccupation :

1° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en vertu des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

2° les périodes d'emprisonnement;

3° les périodes d'inoccupation couvertes par un pécule de vacances;

4° les périodes de travail salarié qui, cumulées, ne dépassent pas l'équivalent de trois mois d'occupation à temps plein.

Pour l'application du point 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup>, du paragraphe 1<sup>er</sup>, est considérée comme demandeur d'emploi réintégrant le marché de l'emploi toute personne qui n'a pas exercé d'activité professionnelle pendant les trois années précédant son entrée en formation et qui n'a pas bénéficié d'allocations de chômage, d'attente ou d'interruption pendant la période de trois ans qui précède son inscription comme demandeur d'emploi.

§ 4. Dans le cadre de l'application du présent décret, le FOREm est tenu de délivrer, dans les cinq jours ouvrables, à tout O.I.S.P. ou E.F.T. qui lui en fait la demande un document attestant que le candidat stagiaire est inscrit en tant que demandeur d'emploi inoccupé ou assimilé.

**Art. 7.** La situation des bénéficiaires, visés aux articles 4 à 6, est appréciée au moment de leur entrée en formation, telle que fixée dans le contrat de formation visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

CHAPITRE II. — *De l'agrément*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Après avis de la Commission visée à l'article 13, le Gouvernement agréé, en tant qu'O.I.S.P., les organismes qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations ou être un centre public d'aide sociale ou une association de centres publics d'aide sociale au sens de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

2° avoir conclu une convention de partenariat, dont le modèle est déterminé par le Gouvernement, avec le FOREm dans le cadre du Dispositif;

3° s'engager à accueillir, gratuitement, en formation, en tant que stagiaire, toute personne faisant partie d'une des catégories visées aux articles 4 et 6, en lui garantissant, en vertu de la convention visée au point 2° du présent alinéa, les avantages octroyés aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle;

4° s'engager à informer le stagiaire sur ses droits et obligations dans le cadre de sa formation professionnelle;

5° s'engager à conclure un contrat de formation avec le bénéficiaire lui garantissant un accueil, un accompagnement psychosocial et une évaluation individualisés sur la base d'objectifs individuels définis de commun accord;

6° s'engager à consacrer un minimum de 10 % des heures de formation par filière, réparties sur toute la durée de formation, à l'accompagnement psychosocial et à l'évaluation participative et formative de chaque stagiaire en groupe ou individuellement;

7° s'engager à délivrer annuellement au minimum huit mille heures de formation et à accueillir un minimum de six stagiaires par filière, à partir de la troisième année d'agrément;

8° constituer un dossier méthodologique attestant des éléments suivants :

a. une méthodologie de formation spécifique aux adultes, participative ou innovante, adaptée à la spécificité des bénéficiaires;

b. une approche combinant formation individualisée et dynamique de groupe, travail collectif et travail d'équipe;

c. une approche combinant théorie et applications concrètes prenant en compte les réalités du quotidien des stagiaires et de la vie professionnelle;

9° s'engager à mettre en œuvre, d'une part, une évaluation continue, formative et participative, et, d'autre part, une vérification des acquis en termes de compétences professionnelles, qu'elles soient sociales ou techniques;

10° avoir conclu, dans le cadre du Dispositif, une ou plusieurs conventions partenariales avec d'autres opérateurs de formation et d'insertion socioprofessionnelle ou, à défaut, avoir identifié, pour chaque filière, les partenariats nécessaires avec ceux-ci;

11° s'engager à ne pas commercialiser les biens et services produits par les stagiaires ou par le personnel, sauf dans le cadre d'une activité lucrative accessoire à son objet social;

12° respecter la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs;

13° avoir, préalablement à l'introduction de la demande, requis l'avis du Comité subrégional de l'emploi et de la formation territorialement compétent.

La méthodologie visée au point 8°, a., peut comprendre des stages en entreprise, dont le Gouvernement détermine les modalités.

§ 2. Pour être agréé en tant qu'O.I.S.P., tout centre public d'aide sociale ou association de centres publics d'aide sociale doit s'engager à faire apparaître dans sa comptabilité une fonction spécifique dans laquelle les dépenses et les recettes liées à ses activités agréées en tant qu'O.I.S.P. seront reprises.

§ 3. Le Gouvernement peut préciser les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 9.** Après avis de la Commission visée à l'article 13, le Gouvernement agréé en tant qu'E.F.T. l'organisme qui respecte les conditions visées à l'article 8, à l'exception des points 3° et 11°, visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ainsi que les conditions suivantes :

1° s'engager à accueillir, gratuitement, en formation, en tant que stagiaire, toute personne faisant partie d'une des catégories visées aux articles 5 et 6, en lui octroyant les avantages prévus par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, à l'exception des frais de crèche et de garderie pris en charge par le FOREm;

2° combiner approche théorique et mise en situation réelle de travail débouchant sur une production de biens et services.

La production des biens et services fait partie de la méthodologie de la formation organisée par l'E.F.T. Cette production de biens et services s'inscrit dans les limites et le respect des ratios définis par le Gouvernement, relatifs au chiffre d'affaires par travailleur équivalent temps plein et au taux d'encadrement des stagiaires en formation en fonction du secteur d'activité. Lorsque le Gouvernement définit les ratios, il veille tout particulièrement à faire respecter par l'E.F.T. les dispositions contenues dans le chapitre VII de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.

**Art. 10.** L'agrément est accordé, après avis de la Commission visée à l'article 13, par le Gouvernement, pour une durée initiale d'un an.

Sur la base d'une évaluation positive réalisée par la Commission visée à l'article 13, l'agrément accordé initialement peut être ensuite octroyé pour une durée maximale de trois ans, renouvelable.

Après avis de la Commission visée à l'article 13, le Gouvernement décide de l'octroi, du renouvellement, de la suspension ou du retrait de l'agrément, selon les modalités qu'il détermine.

Le Gouvernement détermine la procédure, l'instruction et l'évaluation des demandes par les services qu'il désigne.

**Art. 11.** Lorsqu'un O.I.S.P. ou une E.F.T. sollicite l'agrément d'une nouvelle filière de formation, il ou elle bénéficie d'une procédure simplifiée, dont les modalités sont déterminées par le Gouvernement.

**Art. 12.** Lorsqu'un O.I.S.P. ou une E.F.T. cesse de satisfaire à l'une des conditions énoncées dans le présent décret, l'agrément peut, après avis de la Commission visée à l'article 13, être suspendu ou retiré par le Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

CHAPITRE III. — *De la Commission consultative d'agrément*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Il est instauré, au sein des services que le Gouvernement désigne, une Commission consultative d'agrément, ci-après dénommée la Commission.

La Commission est composée de deux sections, l'une étant compétente en matière d'agrément des O.I.S.P., l'autre étant compétente en matière d'agrément des E.F.T.

§ 2. Les missions de la Commission sont les suivantes :

1° remettre, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des avis motivés, préalables à toute décision, concernant l'octroi, le renouvellement, la suspension ou le retrait de l'agrément;

2° transmettre à l'administration chargée du contrôle et de la surveillance des dispositions du présent décret les faits dont elle prend connaissance et qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du présent décret;

3° remettre, sur demande du Gouvernement, tout avis sur l'exécution du décret et sur toutes questions relatives aux O.I.S.P. ou E.F.T.;

4° remettre annuellement au Gouvernement un rapport d'évaluation globale sur l'exécution du présent décret.

§ 3. Chacune des deux sections est composée comme suit :

1° un représentant du Ministre ayant la Formation dans ses attributions, qui en assure la présidence;

2° un représentant du Ministre des Affaires sociales;

3° un représentant du Ministre de l'Emploi;

4° deux représentants des organisations représentatives des employeurs;

5° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

6° deux représentants du FOREm;

7° un représentant de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

8° un représentant de l'Union des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, Fédération des C.P.A.S.;

9° un représentant de l'Agence Fonds social européen;

10° un représentant du Conseil économique et social de la Région wallonne;

11° un représentant de l'association visée à l'article 19;

12° un représentant de l'administration, qui en assure le secrétariat.

En outre, assistent, avec voix consultative, à la Commission deux membres représentant les E.F.T. ainsi que deux membres représentant les O.I.S.P.

§ 4. Les membres effectifs, ainsi que leur suppléant, de chacune des deux sections sont nommés par le Gouvernement pour une période de quatre ans, renouvelable.

Les représentants, visés au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, sont proposés au Gouvernement, pour chacune des deux sections, par leurs organisations respectives, sur des listes doubles de candidats.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat.

§ 5. La Commission se réunit au minimum quatre fois par an, sur convocation de son président.

§ 6. Chacune des deux sections fixe son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *De l'évaluation, du contrôle et du recours*

**Art. 14.** L'évaluation et le contrôle de l'application des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les services que le Gouvernement désigne en application de l'article 15.

Le Gouvernement détermine les modalités de l'évaluation. Celle-ci doit notamment se baser sur les éléments suivants :

1° des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés par le Gouvernement;

2° des facteurs liés à l'environnement socio-économique et des processus mis en place pour y répondre;

3° des indices de satisfaction des stagiaires, opérateurs de formation et employeurs éventuellement concernés.

**Art. 15.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par le décret du 6 mai 1999, est ajouté un point 12<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 12<sup>o</sup> le décret du 12 février 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des organismes d'insertion socioprofessionnelle et des entreprises de formation par le travail. »

**Art. 16.** La Commission de recours instituée en vertu de l'article 12 du décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au Dispositif intégré d'insertion socioprofessionnelle est compétente pour rendre un avis concernant les recours introduits soit par un O.I.S.P. ou par une E.F.T. en cas de refus, de suspension ou de retrait de l'agrément, soit par un bénéficiaire pour tout motif lié à sa formation dans un O.I.S.P. ou dans une E.F.T.

CHAPITRE V. — *Des subventions*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'O.I.S.P. ou l'E.F.T. agréé(e) selon les modalités déterminées par le Gouvernement bénéficie des subventions suivantes :

1° lors de l'agrément initial ou de l'agrément d'une nouvelle filière de formation, d'une subvention, d'un montant forfaitaire de 12.500 euros, destinée à couvrir les frais de fonctionnement, de personnel et d'équipement;

2° lors des deux premières années d'agrément, d'une subvention annuelle calculée, par heure de formation et par stagiaire, au prorata du nombre d'heures de formation prestées et couvrant, au minimum, les coûts salariaux d'un équivalent temps plein et demi pour les fonctions suivantes :

a. coordinateur pédagogique ou de projets;

b. formateur;

c. assistant administratif ou financier;

3° à partir de la troisième année d'agrément, d'une subvention annuelle calculée pour un nombre d'heures de formation, garanti pendant trois ans, à condition que le nombre d'heures de formation prestées par an soit au moins égal à 90 % du nombre d'heures pour lequel l'organisme a reçu son agrément.

Les subventions visées aux points 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> de l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent être octroyées sous forme :

1° d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand;

2° d'une subvention visant à couvrir les charges salariales et les frais de fonctionnement non encore couverts par une autre subvention ou par l'aide visée au point 1°, dans la limite des normes d'encadrement et de financement définies par le Gouvernement.

Si la condition prévue en ce qui concerne la subvention visée au point 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas remplie, et pour autant que la baisse du nombre d'heures de formation ne soit pas imputable au passage anticipé de stagiaires en formation qualifiante ou dans l'emploi, la subvention est, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, revue à la baisse pour le reste de la durée d'agrément.

§ 2. L'O.I.S.P. ou l'E.F.T. déjà agréé(e) lors de l'entrée en vigueur du présent décret peut, après avis de la Commission, bénéficier des subventions telles que prévues au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°.

§ 3. Le Gouvernement détermine le montant des subventions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, en tenant compte des normes de financement liées à la typologie des actions, des secteurs professionnels et des stagiaires concernés.

Le montant des subventions sera indexé annuellement au maximum de l'indexation du budget des dépenses primaires de la Région wallonne.

Le Gouvernement peut modifier ces montants. Dans ce cas, il prend en considération l'évolution de l'offre de formation liée à l'évolution du profil des bénéficiaires, des besoins de formation et des besoins du marché de l'emploi.

#### CHAPITRE VI. — *De la représentation et de la professionnalisation du secteur des O.I.S.P. et des E.F.T.*

**Art. 18.** Dans un objectif de professionnalisation du secteur des O.I.S.P. et des E.F.T., le Gouvernement est autorisé à confier à une association sans but lucratif, qu'il désigne, les missions suivantes :

1° promouvoir la cohérence et la qualité des pratiques administratives, organisationnelles et formatives mises en œuvre par les O.I.S.P. et les E.F.T.;

2° assurer la représentation des O.I.S.P. et des E.F.T. dans les instances de pilotage, d'accueil et d'information du Dispositif, ainsi que dans les autres instances de réflexion relatives à la formation des adultes;

3° coordonner l'offre de formation du personnel des O.I.S.P. et des E.F.T. et assurer, le cas échéant, la formation continuée de ce personnel.

Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi de subvention à cette association et conclut avec celle-ci une convention visant à préciser les modalités d'accomplissement des missions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 19.** Le Gouvernement désigne l'association sans but lucratif, suite à une procédure de sélection qu'il organise dans les deux mois de l'entrée en vigueur du présent décret, sur la base des critères suivants :

1° la représentativité du secteur des O.I.S.P. et des E.F.T.;

2° l'expérience dans l'organisation de la formation continue des formateurs d'adultes;

3° la participation aux instances de coordination de la formation professionnelle pour demandeurs d'emploi en région de langue française.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

**Art. 20.** Le décret du Conseil de la Communauté française du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socioprofessionnelle ou de formation professionnelle continuée est abrogé.

**Art. 21.** L'agrément ou le subventionnement octroyé en application de la législation visée à l'article 20 continue à produire ses effets à l'égard de chaque O.I.S.P. ou E.F.T. jusqu'à une date déterminée par le Gouvernement.

**Art. 22.** Le Gouvernement remet, annuellement, selon des modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent décret au Conseil régional wallon.

**Art. 23.** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 615 (2003-2004) N<sup>os</sup> 1 à 8.

*Compte rendu intégral.* Séance publique du 11 février 2004.

Discussion et vote.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1926

[2004/201566]

**1 APRIL 2004. — Decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

**Art. 2.** De regering kan, tegen de voorwaarden van dit decreet en binnen de perken van de begrotingskredieten, de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces, hierna IMIIA genoemd, en de bedrijven voor vorming door arbeid, hierna BVA genoemd, erkennen en van subsidies voorzien.

**Art. 3. § 1.** Elke IMIIA of elk BVA streeft naar volgende algemene doelstellingen :

1° de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces voorbereiden van de gerechtigden bedoeld in de artikelen 4 tot en met 6 in aansluiting op de geïntegreerde Regeling voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces, hierna de Regeling genoemd, zoals ingesteld bij het decreet van 1 april 2004 betreffende de geïntegreerde regeling voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces;

2° de gelijke kansen van de gerechtigden in de toegang tot vorming en werk bevorderen en begunstigen;

3° de leerwegen van elke gerechtigde optimaliseren door middel van een geïntegreerde aanpak gegrond op het samenwerkingsverband tussen de opleidingsverstreckers en op de moeilijkheden die elke gerechtigde meemaakt op de arbeidsmarkt;

4° alle gerechtigden vormingspraktijken waarborgen ter begunstiging van de maatschappelijke, individuele en collectieve emancipatie.

Onder het bevorderen van de gelijke kansen wordt elke actie verstaan waarmee tegen elke discriminatie gestreden kan worden in de zin van artikel 2 van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding.

Onder het optimaliseren van de leerwegen wordt anderzijds verstaan de coördinatie van acties in de Regeling om de gerechtigden de mogelijkheid te bieden om zoveel mogelijk vaardigheden te verwerven om hen een duurzame toegang tot de arbeidsmarkt te waarborgen en de verworvenheden van elke vormings- en inschakelingsactie te maximaliseren.

§ 2. Elke IMIIA of elk BVA heeft als opdracht elke gerechtigde in de mogelijkheid te stellen om :

1° zijn bekwaamheden te verhogen door hem te helpen de voor een beroep noodzakelijke attitudes et de technische vaardigheden te verwerven die hem de toegang tot kwalificerende opleidingen en, op termijn, tot de arbeidsmarkt zullen kunnen verschaffen;

2° hem ertoe te brengen een project voor zijn beroepsleven op te stellen, met inbegrip van een project voor zijn beroepsvorming;

3° hem ertoe te brengen een competentiebalans op te maken;

4° hem ertoe te brengen actor te worden van het project voor zijn beroepsleven en opnieuw maatschappelijke banden aan te halen;

5° hem ertoe te brengen zijn maatschappelijke autonomie te ontwikkelen.

**Art. 4.** Als gerechtigde wordt beschouwd, elke persoon die als stagiair toegelaten wordt in een IMIIA, die als niet-werkende werkzoekende ingeschreven is bij het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (FOREm, Waalse dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), die niet meer aan de leerplicht onderworpen is en die noch over het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs noch over een gelijkwaardige of hogere titel beschikt.

**Art. 5.** Als gerechtigde wordt beschouwd, elke persoon die als stagiair toegelaten wordt in een BVA, die als niet-werkende werkzoekende ingeschreven is bij het FOREm, die niet meer aan de leerplicht onderworpen is en die noch over het diploma van de tweede cyclus van het secundair onderwijs noch over het getuigschrift van het lager secundair onderwijs noch over een gelijkwaardige of hogere titel beschikt.

Daarnaast kan elke BVA mits de voorafgaandelijke instemming van de Commissie bedoeld in artikel 13 rechthebbenden op sociale integratie bedoeld in artikel 60, § 7, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn opvangen, die noch over het diploma van de tweede cyclus van het secundair onderwijs noch over het getuigschrift van het lagere secundair onderwijs noch over een gelijkwaardige of hogere titel beschikken. Daartoe zullen de O.C.M.W.'s en de BVA's een overeenkomst sluiten waarvan het model door de regering wordt vastgesteld.

**Art. 6. § 1.** Als gerechtigde wordt eveneens elke persoon beschouwd die toegelaten is als stagiair in een IMIIA of een BVA en die aan één der volgende voorwaarden voldoet :

1° sinds minstens vierentwintig maanden ingeschreven zijn bij FOREm als niet-werkende werkzoekende;

2° een werkzoekende zijn die opnieuw op de arbeidsmarkt komt;

3° opgesloten of geïnterneerd zijn met de mogelijkheid om binnen de twee jaar in het stelsel van de beperkte vrijheid of van de voorwaardelijke vrijheid vrij te komen uit een strafinrichting of een instituut tot bescherming van de maatschappij;

4° beschouwd worden als een vreemdeling die wettelijk op het Belgische grondgebied verblijft, overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, daarin inbegrepen in het kader van de beroepen voorzien bij de bepalingen van titel III van voornoemde wet.

Om als stagiair toegelaten te worden in een IMIA of een BVA dient de vreemdeling bedoeld onder punt 4° van vorig lid de voorwaarden bedoeld in respectievelijk de artikelen 4 of 5 na te leven.

Na voorafgaandelijk advies van de Commissie bedoeld in artikel 13 kan de regering elke IMIA of elk BVA die er de aanvraag toe indienen, jaarlijks ter hoogte van 20 % van het aantal stagiairs per vormingsgeheel of per module :

1° niet-werkende werkzoekenden;

2° personen opvangen die in aanmerking komen voor vergoedingen wegens arbeidsongeschiktheid mits voorafgaandelijke instemming van de raadgevend geneesheer van de Rijksdienst voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

§ 2. Na voorafgaandelijk advies van de Commissie bedoeld in artikel 13 kan de regering de voorwaarden bedoeld in vorig lid nader bepalen.

De regering bepaalt eveneens nader wat verstaan dient te worden onder module en vormingsgeheel in de zin van dit decreet.

§ 3. Voor de toepassing van dit decreet worden gelijkgesteld met werkloosheidsperiodes :

1° de periodes die aanleiding hebben gegeven tot de betaling van een vergoeding krachtens de wets- of regelgevende bepalingen betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

2° de periodes waarin een gevangenisstraf uitgezeten wordt;

3° de werkloosheidsperiodes die gedekt worden door vakantiegeld;

4° de loonarbeidperiodes die samengeteld niet meer bedragen dan het equivalent van drie maanden voltijdse arbeid.

Voor de toepassing van punt 2 van het eerste lid van paragraaf 1 wordt beschouwd als werkzoekende die opnieuw op de arbeidsmarkt komt, elke persoon die geen beroepsactiviteit uitgeoefend heeft tijdens de drie jaar voorafgaand aan de aanvang van zijn vormingsperiode en die niet in aanmerking is gekomen voor werkloosheidsuitkeringen, wachtgeld of onderbrekingsuitkeringen tijdens de periode van drie jaar die voorafgaat aan zijn inschrijving als werkzoekende.

§ 4. In het kader van de toepassing van dit decreet is FOREm ertoe gehouden binnen de vijf werkdagen elke IMIA of elk BVA die er de aanvraag toe indienen, een document te verstrekken waaruit blijkt dat de kandidaat-stagiair ingeschreven is als niet-werkende werkzoekende of daarmee gelijkgesteld.

**Art. 7.** De toestand van de gerechtigden bedoeld in de artikelen 4 tot en met 6 wordt beoordeeld op het ogenblik waarop ze hun vormingsperiode aanvangen, zoals vastgesteld in het vormingscontract bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, 4°.

## HOOFDSTUK II. — *Erkenning*

**Art. 8.** § 1. Na advies van de Commissie bedoeld in artikel 13 erkent de regering als IMIA de instellingen die aan volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend doel die valt onder de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstgevend oogmerk, de internationale verenigingen zonder winstgevend oogmerk en de stichtingen of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dan wel een vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn in de zin van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

2° een samenwerkingsverband gesloten hebben, waarvan het model door de regering bepaald wordt, met FOREm in het kader van de Regeling;

3° zich ertoe verbinden kosteloos elke persoon als stagiair in de vorming op te vangen die deel uitmaakt van één van de categorieën bedoeld in de artikelen 4 en 6, en hem krachtens de overeenkomst bedoeld onder punt 2° van dit lid de voordelen toe te kennen die verleend worden aan de stagiairs die een beroepsopleiding genieten;

4° zich ertoe verbinden de stagiair in te lichten over zijn rechten en verplichtingen in het kader van zijn beroepsopleiding;

5° zich ertoe verbinden een vormingscontract met de gerechtigde af te sluiten en hem een opvang, een psychosociale begeleiding en een geïndividualiseerde evaluatie op grond van de individuele en onderlinge overeenstemming afgesproken doelstellingen waarborgen;

6° zich ertoe verbinden minstens 10 % van de vormingsuren per vormingsgeheel verspreid over de gehele vormingsduur te wijden aan de psychosociale begeleiding en aan de evaluatie van de deelname en de vorming van elke stagiair in groep of individueel;

7° zich ertoe verbinden jaarlijks minstens achtduizend vormingsuren te produceren en minstens zes stagiairs per vormingsgeheel op te vangen, vanaf het derde erkenningsjaar;

8° een methodologisch dossier samenstellen waaruit volgende bestanddelen blijken :

a. een vormingsmethodologie die eigen is aan de volwassenen, gebaseerd op inspraak of innovatie, en aangepast aan de eigenheid van de gerechtigden;

b. een aanpak die de geïndividualiseerde vorming met de groepsdynamiek verbindt, en collectief werk met teamwork;

c. een aanpak die theorie combineert met concrete toepassingen waarbij rekening gehouden wordt met de alledaagse werkelijkheid van de stagiairs en van het beroepsleven;

9° zich er, enerzijds, toe verbinden een doorlopende, opleidende en inspraakgerichte evaluatie door te voeren en, anderzijds, te verifiëren of de beroepsvaardigheden, of maatschappelijk of technisch, al dan niet verworven zijn;

10° in het kader van de Regeling één of meerdere samenwerkingsovereenkomsten gesloten hebben met andere verstrekkers van opleidingen en maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of, bij ontstentenis, voor elk vormingsgeheel de noodzakelijke samenwerkingsverbanden met laatstgenoemden geïdentificeerd hebben;

11° zich ertoe verbinden de goeden en dienstverlening die de stagiairs of het personeel voortgebracht hebben, niet in de handel te brengen, behalve in het kader van een winstgevende activiteit die bijkomstig is aan het maatschappelijk doel;

12° de wet van 4 augustus 1996 over het welzijn van de werknemers naleven;

13° voor de indiening van de aanvraag het advies ingewonnen hebben van het territoriaal bevoegde Subregionaal comité voor arbeidsbemiddeling en vorming.

De methodologie bedoeld onder punt 8°, a, kan stages in bedrijven omvatten waarvan de regering de modaliteiten vaststelt.

§ 2. Om als IMIIA te worden erkend dient elk openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of elke vereniging van openbare centra voor maatschappelijk welzijn zich ertoe verbinden in zijn boekhouding een specifieke functie op te nemen waarin de uitgaven en de ontvangsten verbonden aan diens als IMIIA erkende activiteiten opgenomen zijn.

§ 3. De regering kan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1 nader bepalen.

**Art. 9.** Na advies van de Commissie bedoeld in artikel 13 erkent de regering als BVA de instelling die de voorwaarden bedoeld in artikel 8 naleeft, uitgezonderd de punten 3° en 11°, bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, evenals volgende voorwaarden :

1° zich ertoe verbinden kosteloos elke persoon als stagiair in de vorming op te vangen die deel uitmaakt van één van de categorieën bedoeld in de artikelen 5 en 6 en hem de voordelen toekennen bepaald bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 betreffende het toekennen van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, uitgezonderd de kosten voor kinderbewaarplaatsen en kinderopvang overgenomen door FOREm;

2° een theoretische aanpak combineren met de reële werksituatie die resulteert in het voortbrengen van goederen en diensten.

Het voortbrengen van goederen en diensten maakt deel uit van de vormingsmethodologie die door het BVA georganiseerd wordt. Bedoeld voortbrengen van goederen en diensten kadert in de perken en de naleving van de ratio's die door de Regering omschreven worden, met betrekking tot de omzet per voltijds equivalente werknemer en de begeleidingspercentages van de stagiairs in vorming volgens de bedrijfstak. Wanneer de regering die ratio's vastlegt, waakt hij er in het bijzonder over dat het BVA de bepalingen van hoofdstuk VII van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument naleeft.

**Art. 10.** De erkenning wordt verleend na advies van de Commissie bedoeld in artikel 13 door de Regering voor een aanvankelijke duur van één jaar.

Op grond van een positieve evaluatie door de Commissie bedoeld in artikel 13, kan de aanvankelijk toegekende erkenning vervolgens verleend worden voor een maximumduur van drie jaar, hernieuwbaar.

Na advies van de commissie bedoeld in artikel 13 beslist de Regering over de toekenning, de hernieuwing, de opschorting of de intrekking van de erkenning op de wijze die hij bepaalt.

De Regering bepaalt de procedure, de behandeling en de evaluatie van de aanvragen door de diensten die hij aanwijst.

**Art. 11.** Indien een IMIIA of een BVA de erkenning van een nieuw vormingsgeheel aanvraagt, komen ze in aanmerking voor een vereenvoudigde procedure waarvan de modaliteiten door de regering bepaald worden.

**Art. 12.** Indien een IMIIA of een BVA ophoudt aan één van de voorwaarden bedoeld in dit decreet te voldoen, kan de erkenning na advies van de Commissie bedoeld in artikel 13, opgeschort of ingetrokken worden door de Regering, volgens de door hem bepaalde procedure.

### HOOFDSTUK III. — *Adviesverlenende erkenningscommissie*

**Art. 13.** § 1. Er wordt in de diensten die de Regering aanwijst, een adviesverlenende Erkeningscommissie ingesteld, hierna de Commissie genoemd.

De commissie bestaat uit twee afdelingen, waarbij de ene bevoegd is voor de erkenning van de IMIIA's en de andere voor de erkenning van de BVA's.

§ 2. De opdrachten van de Commissie zijn de volgende :

1° op eigen initiatief of op aanvraag van de regering gemotiveerde adviezen uitbrengen vóór elke beslissing betreffende de toekenning, de hernieuwing, de opschorting of de intrekking van de erkenning;

2° het bestuur belast met de controle en het toezicht op de bepalingen van dit decreet de feiten overmaken waarvan ze kennis neemt en die onder de inbreuken of tekortkomingen ten aanzien van de bepalingen van dit decreet vallen;

3° op aanvraag van de regering elk advies overmaken over de uitvoering van het decreet en over alle vraagstukken betreffende de IMIIA's en de BVA's;

4° jaarlijks de Regering een globaal evaluatieverslag over de uitvoering van dit decreet overmaken.

§ 3. Elkeen van beide afdelingen bestaat uit :

1° één vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor Vorming, die het voorzitterschap waarneemt;

2° één vertegenwoordiger van de Minister van Sociale Aangelegenheden;

3° één vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

5° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

6° twee vertegenwoordigers van het FOREm;

7° één vertegenwoordiger van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);

8° één vertegenwoordiger van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), bond van de O.C.M.W.'s;



9° één vertegenwoordiger van het "Agence Fonds social européen" (Agentschap Europees Sociaal Fonds);

10° één vertegenwoordiger van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

11° één vertegenwoordiger van de vereniging bedoeld in artikel 19;

12° één vertegenwoordiger van het bestuur, die het secretariaat waarneemt.

Daarnaast wonen twee leden ter vertegenwoordiging van de BVA's en twee leden ter vertegenwoordiging van de IMIA's de vergaderingen van de commissie bij.

§ 4. De gewone leden, evenals hun plaatsvervanger, van beide afdelingen worden benoemd door de Regering voor een periode van vier jaar, hernieuwbaar.

De vertegenwoordigers, bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, 4° en 5°, worden uit dubbele kandidatenlijsten gekozen door hun respectievelijke organisaties voor beide afdelingen.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen voor de datum waarop het verstrijkt, wordt vervangen door zijn plaatsvervanger die het mandaat voltooit.

§ 5. De commissie vergadert minstens vier keer per jaar, na bijeenroeping door de voorzitter.

§ 6. Elkeen van beide afdelingen stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat door de Regering wordt goedgekeurd.

#### HOOFDSTUK IV. — *Evaluatie, controle en beroepen*

**Art. 14.** De evaluatie en de controle van de toepassing van de bepalingen van dit decreet en diens uitvoeringsbepalingen worden uitgeoefend door de diensten die de regering aanwijst overeenkomstig artikel 15.

De Regering bepaalt de evaluatiewijze. Die moet meer bepaald op volgende bestanddelen gegrond zijn :

1° de kwantitatieve en de kwalitatieve doelstellingen vastgesteld door de regering;

2° de factoren verbonden met de sociaal-economische context en de processen die zijn ingesteld om erop in te spelen;

3° de voldoeningcijfers uitgebracht door de stagiairs, opleidingsverstrekkers en de eventueel betrokken werkgevers.

**Art. 15.** In artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, wordt een punt 12° toegevoegd luidend als volgt :

« 12° het decreet van 12 februari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de instellingen voor maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces en van de bedrijven voor vorming door arbeid. »

**Art. 16.** De beroepscommissie ingesteld krachtens artikel 12 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de geïntegreerde regeling voor de maatschappelijke integratie en de inschakeling in het arbeidsproces is bevoegd om een advies uit te brengen betreffende de beroepen ingediend ofwel door een IMIA ofwel door een BVA in geval van weigering, opschorting of intrekking van de erkenning, ofwel door een gerechtigde in verband met elk motief dat te maken heeft met zijn vorming in een IMIA of een BVA.

#### HOOFDSTUK V. — *Subsidies*

**Art. 17.** § 1. De IMIA of het BVA erkent op de door de regering bepaalde wijze komt in aanmerking voor volgende subsidies :

1° bij de aanvankelijke erkenning of bij de erkenning van een nieuw vormingsgeheel, voor een subsidie met een forfaitair bedrag van 12.500 euro bestemd om de werkings-, personeels- en uitrustingskosten te dekken;

2° tijdens de eerste twee erkenningsjaren, voor een jaarlijkse subsidie die berekend wordt per vormingsuur en per stagiair, naar verhouding tot het aantal gepresteerde vormingsuren en ter dekking van minimum de loonkosten van anderhalf voltijds equivalent voor volgende functies :

a. pedagogisch of projectcoördinator;

b. vormer;

c. administratief of financieel assistent;

3° vanaf het derde erkenningsjaar, voor een jaarlijkse subsidie die berekend wordt voor een aantal vormingsuren dat gewaarborgd is tijdens drie jaar op voorwaarde dat het jaarlijks aantal gepresteerde uren minstens gelijk is aan 90 % van het aantal uren waarvoor de instelling erkend is.

De subsidies bedoeld onder de punten 2° en 3° van het eerste lid kunnen toegekend worden in de vorm van :

1° een tegemoetkoming zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

2° een subsidie ter dekking van de loonkosten en de werkingskosten die nog niet gedekt zijn door een andere subsidie of door de tegemoetkoming bedoeld onder punt 1°, binnen de perken van de begeleidings- en financieringsnormen zoals door de regering bepaald.

Als de voorwaarde bepaald wat betreft de subsidie bedoeld onder punt 3° van het eerste lid niet vervuld is, en voor zover de daling van het aantal vormingsuren niet toe te schrijven is aan de vervroegde doorstroming van stagiairs naar een kwalificerende vorming of naar de arbeidsmarkt, wordt de subsidie volgens de door de regering bepaalde wijze naar beneden bijgesteld voor de rest van de duurtijd van de erkenning.

§ 2. De IMIA of het BVA, reeds erkend bij de inwerkingtreding van dit decreet, kunnen na advies van de Commissie in aanmerking komen voor de subsidies zoals bepaald in paragraaf 1, eerste lid, 3°.

§ 3. De Regering bepaalt het bedrag van de subsidies bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2° en 3°, waarbij rekening gehouden wordt met de financieringsnormen verbonden aan de typologie van de acties, de beroepstakken en de betrokken stagiairs.

Het bedrag van de subsidies wordt jaarlijks geïndexeerd tegen het maximum van de indexering van de begroting der primaire uitgaven van het Waalse Gewest.

De regering kan die bedragen wijzigen. In dit geval neemt hij de evolutie van het vormingsaanbod verbonden aan de evolutie van het profiel van de gerechtigden, de vormingsbehoeften en de behoeften van de arbeidsmarkt in overweging.

#### HOOFDSTUK VI. — *Vertegenwoordiging en professionalisering van de IMIIA- en de BVA-sectoren*

**Art. 18.** Met als doel de professionalisering van de IMIIA- en de BVA-sectoren is de regering ertoe gemachtigd volgende opdrachten toe te vertrouwen aan een vereniging zonder winstoogmerk die hij aanwijst :

1° de samenhang en de kwaliteit van de bestuurs-, organisatie- en vormingspraktijken doorgevoerd door de IMIIA's en de BVA's te bevorderen;

2° de vertegenwoordiging van de IMIIA's en de BVA's te bevorderen in de sturings-, opvang- en voorlichtingsinstanties van de Regering, evenals in de andere reflectie-instanties op het gebied van de vorming voor volwassenen;

3° het vormingsaanbod van het personeel van de IMIIA's en de BVA's te coördineren en in voorkomend geval, de voortgezette vorming van dat personeel te waarborgen.

De Regering stelt de modaliteiten vast voor de toekenning van subsidies voor die vereniging en sluit ermee een overeenkomst met als doel het nader bepalen van de modaliteiten voor de voltooiing van de opdrachten bedoeld in het eerste lid.

**Art. 19.** De Regering wijst de vereniging zonder winstoogmerk aan na een selectieprocedure die hij organiseert binnen de twee maanden na inwerkingtreding van dit decreet, op grond van volgende criteria :

1° de representativiteit van de sector van de IMIIA's en de BVA's;

2° de ervaring in de organisatie van de voortgezette opleiding van vormingsverstrekkers voor volwassenen;

3° de deelname aan de coördinatie-instanties van de beroepsopleiding voor werkzoekenden in het Franse taalgebied.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 20.** Het decreet van de Franse Gemeenschapsraad van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding wordt opgeheven.

**Art. 21.** De erkenning en de subsidiëring toegekend overeenkomstig de wetgeving bedoeld in artikel 20 blijft uitwerking hebben ten opzichte van elke IMIIA en elk BVA tot op een door de Regering bepaalde datum.

**Art. 22.** De regering maakt jaarlijks volgens de door hem bepaalde wijze een verslag over de uitvoering van dit decreet aan de Waalse Gewestraad over.

**Art. 23.** De Regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 615 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 8.*

*Volledig verslag.* Openbare vergadering van 11 februari 2004.

Bespreking en stemming.